

The background of the top two-thirds of the page is the European Union flag, featuring a circle of twelve yellow five-pointed stars on a blue field. The flag is shown with a slight wave and a shadow on the right side, suggesting it is a physical object.

L'EUROPE
NOTRE
AVENIR



une tout autre efficacité

Depuis longtemps déjà, la CFDT a choisi l'Europe. Au-delà des nationalités, des cultures, des systèmes différents, l'Europe est l'espace dans lequel nous vivons. Cette réalité désormais est la nôtre.

L'effort engagé depuis près de 40 ans pour construire un ensemble à la fois démocratique et pacifique, plus juste et solidaire se trouve amplement justifié.

L'Europe des Douze, socle d'une future Europe plus large, vient de franchir, à Maastricht, une grande étape. Les actes politiques, économiques et sociaux de ce Sommet européen vont influencer nos conditions de vie et de travail. C'est la preuve que l'Europe prend aujourd'hui sa vraie dimension politique.



R. Kalvar / Magnum

L'EUROPE DES DOUZE, ENTRE LE PRÉSENT ET L'AVENIR

Certains voudraient que la Communauté européenne soit à l'origine des difficultés que nous rencontrons. Ils lui imputent à tort les conséquences des restructurations dans la sidérurgie, les mines, les chantiers navals, le textile, l'automobile... Curieusement, ils ne disent rien de la responsabilité des employeurs qui n'ont pas modernisé à temps leurs entreprises, afin de les rendre compétitives.

Pour les industries et services qui ont préparé l'avenir, la Communauté européenne devient un gigantesque marché de 340 millions de consommateurs. Aux entreprises françaises de relever ce défi.

Des réalisations qui comptent

Si, jusqu'en 1985, l'Europe des Douze perdait 600 000 emplois par an, depuis, elle en a créé près de 8 millions. Et des perspectives nouvelles existent pour autant que la croissance et les investissements suivent et soient correctement orientés.

La Communauté européenne a aussi un rôle de régulation économique et sociale avec des fonds structurels destinés à aider les régions défavorisées ou en déclin industriel (la Corse, la Lorraine, le Nord ou les DOM par exemple), les programmes en faveur de l'emploi, de la formation, de la réinsertion des jeunes et des femmes, de la recherche et des entreprises.

Nombreuses ont été les régions et les entreprises françaises à bénéficier d'aides financières communautaires.

La raison et l'ambition

L'Europe imprime déjà sa marque dans notre quotidien : santé et sécurité au travail, prévention, environnement, consommation, TVA et fiscalité, formation, et bientôt une monnaie unique, l'Ecu.

Objet de crainte pour certains, l'Europe est pourtant notre chance. Elle permet de mobiliser la créativité et les énergies des salariés pour devenir politiquement forte, économiquement performante et

socialement efficace face aux Etats-Unis et au Japon. La Communauté européenne doit être l'exemple d'une synthèse réussie entre le progrès social et les avancées économiques.

Pour la CFDT, l'Europe n'est donc pas un choix de circonstance. C'est un choix de raison, d'ambition et de solidarité.

L'Europe des Douze ne saurait être qu'une affaire de marchandises ou de camions circulant librement à travers les frontières. Elle est bien plus que cela. Elle est, et doit être d'abord au service des hommes et des femmes. En tout cas, la CFDT ne l'imagine pas autrement.



R. Kalvar / Magnum

CETTE EUROPE QUE NOUS VOULONS

Quatre termes pour la définir : coopération, solidarité, justice sociale, régulation.

Une Europe de la coopération

Pas de compétitivité sans coopération. A cette condition, l'Europe impulsera une politique industrielle moderne. L'Europe doit assurer un environnement favorable à l'initiative et au développement des entreprises grandes, petites et moyennes, en même temps qu'elle incite à la coopération indispensable entre les entreprises d'Europe.

Même concurrentes, les firmes automobiles japonaises par exemple coopèrent entre elles depuis de longues années dans la recherche d'une voiture propre à 100 % mais aussi au sujet de la sécurité, ou encore à propos des matériaux nouveaux. En Europe, nous en sommes encore loin et nous y perdons.

Une Europe de la solidarité

La Communauté européenne ne peut être durablement solidaire à l'intérieur si elle ne l'est pas à l'extérieur. Il subsiste d'importantes inégalités entre les Douze. Si l'on prend 100 comme moyenne de richesse nationale par habitant, certains pays sont déjà à l'indice 110/120 tandis que les plus faibles n'en sont encore qu'à 50/55. C'est le rôle des politiques structurelles dotées de moyens supplémentaires que de permettre un rattrapage des pays les plus en retard.

Mais l'Europe est aussi face à d'autres réalités. Les pays d'Europe centrale et orientale, ceux de l'ex-URSS (CEI) sont confrontés à de très graves crises économiques. Les pays de l'Association européenne de libre échange (AELE) ont mis en place avec la Communauté européenne un Espace économique européen de coopération (EEE).



R. Kalvar / Magnum

L'Europe communautaire est la première force économique mondiale avec 25 % du commerce international, tandis que les Etats-Unis ne pèsent que 15 % et le Japon 10 %. Ces chiffres indiquent sa puissance, mais démontrent aussi combien le repli serait une catastrophe.

Au-delà de la générosité et de la solidarité, l'ouverture de la Communauté au reste de l'Europe et au Tiers Monde est une nécessité :

- politique : pour renforcer la démocratie, pour préserver la paix et réussir le désarmement.
- commerciale : le continent européen représente un marché potentiel de 700 millions de consommateurs.

● économique : l'aide aux pays d'Europe centrale et orientale, et au Tiers Monde, réduira les déséquilibres Nord/Sud et Est/Ouest, diminuera les facteurs de tension et relancera nos économies.

Une Europe de justice sociale

COMBLER LE DÉFICIT SOCIAL

Agir contre le chômage, l'exclusion, pour la formation et l'emploi des jeunes et des femmes, en faveur de l'environnement, tels sont les enjeux du syndicalisme européen. Ces objectifs doivent se traduire dans l'action des décideurs européens pour donner sens à la Charte européenne des droits sociaux fondamentaux.

La dimension sociale fait encore défaut à l'Europe. Elle devra se construire à la fois par la négociation et par la loi.

La réforme du Traité de Rome en matière sociale, qui intègre le premier accord (31 octobre 1991) entre les syndicats (CES) et les employeurs privés et publics d'Europe (UNICE et CEEP) fixe un cadre pour la négociation collective européenne et la modernisation des relations sociales. Enfin !

Pour faire vivre cet important accord, deux voies s'offrent à nous :

- négocier, dans chaque entreprise française de dimension européenne, la création des comités d'entreprise européens.
- Ouvrir le chantier de la négociation en matière de formation professionnelle.

Une Europe de la régulation

Dans tout ensemble, il faut des règles. Des règles du jeu économique, commercial et social en vue d'une concurrence loyale, qui rejettent l'utilisation du dumping économique ou social, qui favorisent une meilleure exploitation du potentiel industriel comme des politiques de recherches et de développement technologique.

De plus en plus, les réponses aux problèmes de compétitivité industrielle seront à rechercher au niveau communautaire.

LE SYNDICALISME EUROPÉEN A DE L'AVENIR



Christian Avriil

Pour relever ces défis, notamment ceux du social et de l'environnement, les forces politiques et les pouvoirs publics ne suffisent pas.

Il faut une participation des citoyens, clé de voûte de la démocratisation de l'Europe. Il faut aussi des syndicats efficaces et modernes.

Renforcer le syndicalisme européen est une garantie de progrès social et d'action en faveur :

- de l'emploi et de la lutte contre les exclusions ;
- de la justice sociale ;
- d'une protection sociale de haut niveau ;
- de l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- de l'information, de la consultation et de la participation dans les entreprises ;
- d'une politique de l'environnement qui privilégie la prévention ;
- de la santé et de la sécurité au travail.

La CFDT lance un appel aux salariés pour qu'ils rejoignent, au-delà de toute étiquette, le syndicalisme réformiste en France afin qu'il devienne aussi puissant qu'en Allemagne, en Italie, en Belgique ou dans les pays scandinaves.

La CFDT lance aussi un appel à la CFTC, à la CGC, à la FEN et à FO pour que l'Europe soit une ambition qui nous aide à dépasser nos clivages nationaux.

L'EUROPE EST NOTRE HORIZON COMMUN. ELLE DEVIENT NOTRE AVENIR.